

Objet : Avis d'Appel d'Offres
Invitation à soumissionner pour un Appel d'Offres Ouvert
Nom du Projet : Green Jobs II
N° du Projet : 20.2252.3-001.00
Pays : Maroc
N° CoSoft : 83480643

Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Mesdames, Messieurs,

La GIZ – Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit – Coopération allemande au développement, est un prestataire de services de coopération internationale actif au niveau mondial, présent au Maroc depuis 1975. Avec ses partenaires, elle met au point des solutions efficaces qui ouvrent des perspectives aux populations et améliorent durablement leurs conditions de vie.

Votre référence :
Notre référence :

Les gouvernements Marocain et Allemand ont défini des secteurs prioritaires dans la politique de coopération qui constituent la base des différents programmes et projets : Gouvernance, énergies renouvelables, environnement et changement climatique, gestion des ressources en eau ainsi que le développement économique durable.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dans le cadre de la coopération maroco-allemande, le Bureau GIZ à Rabat lance un appel d'offres sous le N° **83480643** ayant pour objet « **l'accompagnement pour obtention de l'agrément sanitaire ONSSA dans le cadre du Projet Green jobs II** » pour le Projet **Green Jobs II**.

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Si vous êtes intéressés par la mise en œuvre des tâches selon le dossier d'appel d'offres en annexe, veuillez nous envoyer votre offre sous format PDF, et uniquement à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, au plus tard le **23/01/2025**.

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Merci de noter que le trait d'union entre le MA et Quotation est celui de dessous de ligne (tiret du bas _) et non celui sur la ligne -)

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'Etat

Votre offre devra nous être soumise en **deux e-mails séparés** :

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Un 1^{er} e-mail contenant votre offre technique et dossier administratif en un seul fichier pdf, intitulé en **objet** :

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

83480643_Offre Technique et Dossier Administratif_Nom de votre société.pdf

Le dossier administratif doit contenir les documents suivants :

- Les statuts ;
- Le justificatif d'inscription au registre de commerce « modèle 7 ou modèle J » datant de moins de 3 mois ;

- L'attestation du chiffre d'affaires déclaré des 3 dernières années « modèle AAC241B-161 » délivrée par la DGI ;
- L'attestation des salariés déclarés au 31 décembre de l'année précédente « Réf : 212-3-45 » délivrée par la CNSS ;
- Les attestations de référence d'un volume minimum de 25.000,00 MAD dirhams, d'au moins 02 projets de référence dans le domaine Contrôle Qualité en Agroalimentaire ou en aquaculture et d'au moins 02 projet de référence au Maroc, au cours des 3 dernières années ;
- La déclaration d'éligibilité et d'aptitude remplie cachetée et signée par le soumissionnaire.

ET

Un 2^{ème} e-mail contenant votre offre financière signée et cachetée avec l'entête de votre société, intitulé en **objet** :

83480643_Offre Financière_ Nom de votre société.pdf

Veuillez noter que les offres techniques et dossiers administratifs d'une taille supérieure à 30 Mo ne peuvent pas être reçues par e-mail. Si votre offre atteint ou dépasse cette taille, nous vous remercions de l'envoyer :

- ✓ Soit via **Filetransfer** (<https://filetransfer.giz.de>) en mentionnant le code de téléchargement dans votre e-mail de soumission. Pour des raisons de sécurité, seules les offres envoyées via **Filetransfer** seront acceptées. Les offres envoyées via d'autres outils de partage de données seront rejetées.

Ou

- ✓ Sur **deux/plusieurs e-mails différents**.

Pour ce faire nous vous prions de mentionner dans l'objet de l'e-mail le N° de consultation avec offre technique 1^{ère} partie puis sur un autre e-mail offre technique 2^{ème} partie etc.

Ex : AO N° **83480643** offre technique et dossier administratif 1^{ère} partie

Ex : AO N° **83480643** offre technique et dossier administratif 2^{ème} partie

- Toute offre ne respectant pas strictement les directives ci-dessus concernant la composition de l'offre, l'intitulé en objet des e-mails, ou envoyée à une autre adresse mail, ou envoyée sous un autre format ne sera pas acceptée.
- Le soumissionnaire doit proposer un seul CV pour chaque profil demandé conformément aux Tdrs et au schéma d'évaluation de la partie technique des offres.
- Aucune description de l'équipe d'appui (backstopping) n'est requise. Si le soumissionnaire propose une équipe d'appui dans la note méthodologique, celle-ci ne fera pas l'objet d'évaluation. Elle ne doit pas figurer dans l'offre financière. Les CV de cette équipe ne doivent être fournis que si requis au niveau des Tdrs et schéma d'évaluation de la partie technique des offres.
- Tout CV additionnel non demandé dans les TdRs constituera un motif de rejet de l'offre du soumissionnaire.

- Quand il s'agit d'un pool d'experts, le nombre minimum / maximum d'experts demandé doit être respecté (Optionnel si le pool est demandé dans les TdRs) »

Des questions techniques, de procédure ou commerciales relatives à cette consultation, sont à adresser uniquement sous forme écrite seulement à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de** , avec la mention obligatoire « **83480643_Demande de complément d'information** » dans la rubrique **objet** de l'e-mail, ce au plus tard le **08/01/2025**.

Les offres reçues seront évaluées par la GIZ en fonction de leur contenu technique (voir tableau d'évaluation technique, en annexe) et de leur prix.

Les soumissionnaires seront notés en premier sur la qualité de leurs offres techniques. Seuls les soumissionnaires qui recevront un pourcentage de **50%** ou plus / 100% pour leurs offres techniques seront considérés pour le dépouillement des offres financières.

Les offres financières ne seront consultées que lorsque l'évaluation technique est terminée. Les évaluateurs n'auront pas accès aux propositions financières avant la fin de l'évaluation technique.

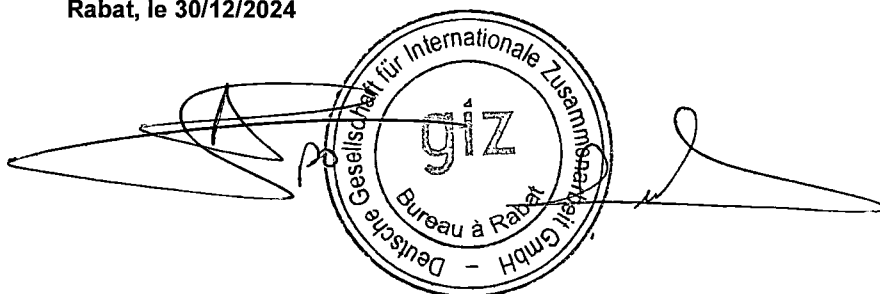
Le soumissionnaire retenu sera notifié et les autres soumissionnaires recevront un e-mail de regret.

Veuillez noter que :

- (a) cet appel d'offres n'est pas destiné aux groupements d'entreprises ;
- (b) les dépenses afférentes à la mise au point des propositions ne constituent pas un coût direct de la soumission et à ce titre, ne sont pas remboursables ;
- (c) la GIZ-Maroc n'est pas tenue d'accepter l'une des quelconques propositions qui auront été soumises ;
- (d) l'offre doit respecter les conditions générales du contrat (« AVB local », en annexe). En cas d'attribution du marché, celles-ci deviendront partie intégrante du contrat. Les conditions générales du soumissionnaire ne sont pas applicables.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Rabat, le 30/12/2024

A handwritten signature in black ink is written over a circular stamp. The stamp contains the GIZ logo and the text "Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH - Bureau à Rabat".

Le Service « Achats et Contrats » du Bureau de la GIZ au Maroc

Annexe :

Dossier d'Appel d'Offres

1. Conventions particulières
2. Conditions générales
3. Déclaration d'éligibilité et d'aptitude
4. Termes de référence
5. Schéma d'évaluation technique



**Annexe 1 :
Conventions Particulières**

Nom du Projet : Green Jobs II
N° du Projet : 20.2252.3-001.00
Pays : Maroc
N° CoSoft : 83480643
Nom du contractant :

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Votre référence :
Notre référence :

1. Termes de référence

Les termes de référence de la mission (TdR), annexe 4, font partie intégrante de ce contrat.

2. Facturation et paiement

Le paiement est échu selon les dispositions de Art. 3.3.1 des conditions générales. La facture doit être soumise en bonne et due forme accompagnée des justificatifs suivants :

- L'attestation de réception des prestations signée par le chef de la mission
- Time sheet signée par le chef de la mission (les time sheets doivent refléter exactement l'activité du contractant)

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Le projet s'engage à fournir une attestation d'exonération de TVA. Pour l'obtenir, le Bureau d'études fournira une facture pro forma sur le montant total en MAD et en Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (HTVA). L'ensemble des retenues seront appliquées conformément aux obligations légales marocaines.

Conditions générales (conditions générales locales) relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour le compte de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au Maroc

1. Règles générales applicables à la fourniture de prestations

1.1. Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au contrat est le droit du *Maroc*. Les conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant ne sont pas applicables. La juridiction compétente est celle du Tribunal de première instance à Rabat. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le domicile et/ou le siège du contractant ou le lieu de résidence habituel du contractant.

1.2 Forme

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat et les modifications ou avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite.

1.3 Qualité des prestations

Les prestations à fournir doivent être conformes à l'état et aux règles reconnus de la science et de la technique de même qu'au cahier des charges. Elles doivent être d'une excellente qualité.

1.4 Conditions d'ensemble et durabilité

1.4.1 Respect de la législation

Lors de l'exécution de ses prestations, le contractant doit respecter toutes les dispositions légales, réglementaires et administratives pertinentes, y compris les prescriptions fiscales.

1.4.2 Normes environnementales et sociales, droits humains

Le contractant réalise ses prestations dans le respect du droit environnemental national et international en vigueur, minimise les émissions de gaz à effet de serre et évite toute action susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population et/ou des écosystèmes.

Le respect des droits humains, la protection de l'enfance, la prévention des actes de violence, d'exploitation et d'abus de quelque nature que ce soit, l'absence de toute discrimination, notamment fondée sur l'origine, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, ainsi que la promotion de l'égalité de droits pour tous les genres doivent être garantis par le contractant lors de l'exécution de ses prestations conformément aux normes internationales et aux traités multilatéraux, notamment les accords internationaux relatifs aux droits humains.

Le contractant prend des mesures appropriées en vue de prévenir le harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et s'abstient de toute incitation à la violence ou à la haine ainsi que de toute discrimination sans justification objective envers des personnes ou groupes de personnes.

1.4.3 Normes en matière de travail

Dans le cadre de l'exécution du marché, le contractant est tenu de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18/06/1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

Le contractant est en particulier tenu, dans le cadre de l'exécution du marché, de respecter les directives par lesquelles les conventions fondamentales de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du Maroc. Si le *Maroc* n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du *Maroc* qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

1.4.4 Prévention des résultats négatifs non intentionnels dans le cadre de l'exécution du contrat

Le contractant est tenu de fournir ses prestations en s'efforçant, par la mise en œuvre de mesures d'atténuation clairement imputables, d'éviter ou de minimiser les résultats négatifs non intentionnels sur l'environnement, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, les droits humains, les contextes fragiles ou marqués par les conflits et la violence, et l'égalité de genre. En parallèle, le contractant s'engage à exploiter au maximum les potentiels de promotion de l'égalité de genre.

1.4.5 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant manque à l'une des obligations mentionnées au point 1.4 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant.

1.5 Intégrité

1.5.1 Conflit d'intérêts

Le contractant s'interdit d'entrer dans tout conflit d'intérêts en rapport avec le contrat. Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou d'attaches nationales, de relations familiales ou amicales ou d'autres liens ou intérêts. Le contractant s'engage en particulier :

- (a) à ne pas accepter de la part de tiers de rémunération supplémentaire en rapport avec le marché ;
- (b) sauf accord préalable de la GIZ, à ne pas accepter, pendant la durée du contrat, d'autres missions susceptibles de le mettre en situation de conflit d'intérêts en raison de la nature même de la mission ou de ses liens personnels ou professionnels avec un tiers ;
- (c) sauf autorisation écrite préalable avec signature de la GIZ, à ne pas conclure de contrats en lien avec le marché avec

des personnes physiques ou morales avec lesquelles il entretient des relations personnelles ou professionnelles.

Le contractant s'engage à informer sans délai la GIZ de tout élément constituant un conflit d'intérêts ou susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et à convenir avec elle de ce qu'il y a lieu de faire. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord et que la GIZ résilie le contrat, cette résiliation sera imputable au contractant.

1.5.2 Code d'intégrité

Le contractant s'interdit, que ce soit de manière directe ou par le biais de tiers, d'offrir, de consentir, d'accepter ou de chercher à obtenir, pour lui-même ou pour des tiers, des présents ou des avantages dans le cadre de l'attribution et/ou de l'exécution du contrat. Cette disposition s'applique également aux primes de célérité.

Le contractant s'interdit de passer avec une ou plusieurs autres entreprises des ententes entravant la concurrence.

Toute forme de corruption est à proscrire. Le contractant s'engage à prendre des mesures appropriées et adaptées en vue de prévenir et de lutter contre la corruption. Il est tenu, en outre, de signaler sans délai au système de signalement de la GIZ les cas confirmés ainsi que les cas fortement suspects de corruption et/ou de délits d'atteinte aux biens, tels que la fraude, le détournement frauduleux ou l'abus de confiance, en rapport avec l'exécution du marché. Le système de signalement est accessible via le [portail de signalement](#), le-la conseiller-ère en matière d'intégrité de la GIZ via integrity-mailbox@giz.de, ou le médiateur externe via ombudsmann@ra-is.de => www.giz.de/en • About GIZ • Compliance • Whistleblowing.

1.5.3 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant passe outre l'une des interdictions ou obligations citées au point 1.5 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant. Dans le cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées au point 1.5, la GIZ peut, dans la mesure où cela est approprié, exclure le contractant pour une durée déterminée d'appels d'offres futurs.

1.6 Confidentialité

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateurs auront eu connaissance lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le commettant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

1.7 Autorisation de publication par la GIZ

Toute publication sur l'activité du contractant dans le cadre du projet requiert l'autorisation préalable de la GIZ sous forme

écrite avec signature. Une description succincte du marché et du cadre d'activité du contractant à des fins de relations publiques n'est cependant pas soumise à cette procédure d'autorisation préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le commettant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

1.8 Prise en compte de la charte graphique de la GIZ

Lors de la conception de matériels relatifs au marché destinés à des tiers (p. ex. cartes de visite, papiers à en-tête, courriels, publications, présentations), il y a lieu de tenir compte des instructions de la GIZ. La conception doit, en outre, faire l'objet d'une concertation avec la GIZ et l'institution partenaire responsable.

1.9 Droits de jouissance/documents sur les résultats de la mission

1.9.1 Principe

Sauf stipulation contraire dans les documents contractuels, le contractant concède à la GIZ l'intégralité des droits transférables de protection et de propriété sur ses résultats de travail. Si les résultats de travail sont protégés par des droits d'auteur ou par d'autres droits de protection non transférables, le contractant concède à la GIZ un droit d'usage irrévocable et exclusif, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu, sur l'ensemble des résultats de travail ; ce droit d'usage inclut une exploitation commerciale, même hors du cadre de l'action concernée. En outre, l'auteur renonce expressément à son droit à la mention de son nom.

1.9.2 Résultats de travail

Les résultats de travail mentionnés au point 1.9.1 comprennent tous les biens corporels et incorporels créés ou acquis dans le contexte de l'exécution du contrat, en particulier les études, avant-projets, matériels de documentation, articles, informations, illustrations, dessins et croquis, calculs, plans, photographies, matériels, films négatifs, fichiers image et autres représentations figuratives. Les résultats de travail comprennent également les programmes informatiques que le contractant élabore, adapte, acquiert ou met à disposition dans le cadre de l'exécution du contrat.

1.9.3 Portée des droits d'usage

Les droits d'usage concédés à la GIZ comprennent un droit d'exploitation des résultats de travail, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu. La GIZ est en outre autorisée à transférer à des tiers les droits d'usage qui lui ont été concédés ou à concéder à des tiers des droits d'usage simples.

1.9.4 Absence de droit de tiers

Le contractant garantit que les résultats de travail sont exempts de droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits de tiers susceptibles de restreindre l'exploitation telle qu'elle est décrite au point 1.9.3. Le contractant libère la GIZ de toute prétention que des tiers pourraient faire valoir du fait de l'octroi ou de l'exercice des droits d'usage visés au point 3.1, et l'indemnise de tous les frais engagés pour la défense de ces droits.

1.9.5 Indemnisation

La rémunération contractuelle convenue couvre également la concession des droits d'usage.

1.10 Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter, effacer ou rectifier ces données et peut s'adresser à la GIZ (datenschutzbeauftragter@giz.de) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant libère la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (p. ex. le respect de la mise en œuvre d'exigences techniques destinées à assurer la protection des données dès la conception technique et par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'art. 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

1.11 Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte.

Le contractant n'est autorisé, dans le cadre de l'exécution du contrat, à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations.

Il respecte en outre, dans le cadre de l'exécution du contrat, les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point 1.11. Les droits de la GIZ stipulés aux points 5 et 6 restent inchangés.

1.12 Respect des accords concernant le projet

Le contractant s'engage à respecter les accords de droit international conclus entre la République fédérale d'Allemagne et le pays d'intervention ainsi que, le cas échéant, la convention d'exécution signée pour le projet entre la structure de mise en œuvre du projet et la GIZ.

2. Fourniture de prestations par le contractant

2.1 Déploiement d'expert-e-s

Le contractant garantit que lui-même et, le cas échéant, les expert-e-s qu'il met en place possèdent les qualifications personnelles et professionnelles requises pour mener à bien les tâches qui leur incombent.

Le contractant s'assure que les expert-e-s auquel-le-s il fait appel respectent les dispositions pertinentes du contrat.

2.2 Mesures de protection, état de santé requis et assurances nécessaires

Il incombe au contractant de s'assurer que lui-même et les expert-e-s auquel-le-s il fait appel ont l'état de santé requis pour le pays d'intervention. Il doit notamment veiller à ce que les vaccinations nécessaires soient effectuées. Il doit contracter les assurances nécessaires avec une couverture suffisante (en particulier les assurances maladie, accident et rapatriement). À la demande de la GIZ, le contractant doit apporter la preuve qu'il a respecté ses obligations en la matière.

Toute responsabilité de la GIZ au titre des dommages matériels, de la maladie, des dommages corporels ou du décès du contractant ou de ses collaborateurs affecté-e-s au projet, ou des conséquences afférentes est exclue.

2.3 Coopération avec d'autres institutions

Le contractant et les expert-e-s qu'il déploie s'engagent à coopérer avec la représentation diplomatique allemande à l'étranger, avec les experts-e-s travaillant dans le pays d'intervention et avec les représentant-e-s de la République fédérale d'Allemagne en mission dans le pays d'intervention, de même qu'avec les représentant-e-s et expert-e-s d'organisations multilatérales ou autres, dans la mesure où cela présente un intérêt pour l'exécution des prestations.

2.4 Force majeure

Un cas dit de « force majeure » est un événement inéluctable (catastrophe naturelle, apparition de maladies ou d'épidémies, troubles civils graves, guerre ou actes de terrorisme, par exemple), qui est imprévisible malgré le discernement et l'expérience, qui ne peut être empêché ou neutralisé en déployant des moyens économiquement acceptables et la plus grande diligence et qui empêche une des parties d'exécuter les prestations contractuelles. Dans la mesure où un événement provient de la sphère de l'une des parties, il ne constitue pas un cas de force majeure.

En cas de force majeure, les obligations contractuelles, dans la mesure où elles sont affectées par l'événement concerné, sont suspendues aussi longtemps que persiste l'impossibilité d'exécution due à cette situation, à condition que l'une des parties en informe l'autre sans retard fautif après la survenance de la force majeure. Dans ce cas, le contractant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les frais causés par la force majeure et de les documenter.

Si la fourniture des prestations est définitivement impossible pour cause de force majeure ou si l'événement de force majeure dure plus de trois mois, les deux parties contractantes ont le droit de résilier le contrat sans autre préavis. Le droit de la GIZ à résilier le contrat en vertu du point 10 n'en est pas affecté.

En cas d'interruption ou de résiliation pour cause de force majeure, les prestations fournies ainsi que tous les frais prouvés, nécessaires et inévitables du contractant sont à facturer aux prix du contrat. La GIZ peut refuser de rembourser les frais conformément à la présente disposition si le contractant prouve ou documente ses dépenses et les mesures qu'il a prises pour les réduire de manière insuffisante ou s'il tarde à le faire sans motif valable. Le remboursement des frais engagés après deux mois à compter du début de l'interruption est exclu.

Si, avec l'accord de la GIZ, l'activité est poursuivie dans un lieu autre que le lieu d'intervention pour cause de force majeure, le taux d'honoraires convenu par contrat continue d'être payé. Les autres postes de rémunération continuent d'être payés à hauteur du montant convenu au contrat pendant trois mois maximum dans la mesure où les coûts ne sont pas évités ou ne sont pas évitables ou que les ressources ne sont pas utilisées à d'autres fins.

2.5 Obligations de rapports et d'information

2.5.1 Obligation de rapports

Le contractant soumet dans les délais à la GIZ les rapports dont la nature et la périodicité de remise sont précisés dans les documents contractuels, et ce dans la langue, la forme et au format prescrits. Sauf stipulation contraire du contrat, le contractant rédige les rapports en anglais et les envoie à la GIZ par voie électronique (dans un format compatible avec MS Word et au format PDF).

Les frais afférents à la rédaction des rapports doivent être intégrés aux tarifs d'honoraires des expert-e-s ; ils ne sont pas remboursés séparément.

2.5.2 Obligation pour le contractant d'informer la GIZ de l'avancement du marché

La GIZ peut à tout moment vérifier l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché, ce qui inclut la comptabilité afférente au projet et les comptes spéciaux ouverts pour le projet. Le contractant est tenu de mettre à sa disposition les documents nécessaires et de lui communiquer les renseignements requis. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

¹ [https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-](https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-adopted-following-russias-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions)

2.7 Conservation de documents se rapportant au marché

Les documents et résultats de travail, y compris les documents financiers, se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception du rapport final et/ou de l'ouvrage, et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

2.8. Achats de matériels et équipements

Pour les achats de matériels et équipements stipulés au contrat, le contractant doit joindre, en plus des justificatifs requis en vertu du point 3.2.1, une attestation de remise des matériels et équipements au bénéficiaire désigné dans le contrat.

Le contractant ne peut passer de marchés de fournitures qu'à des fournisseurs spécialisés, fiables et compétents, en observant les règles de la concurrence et en tenant compte des impératifs de rentabilité économique. Il doit également s'assurer du respect des critères de transparence, d'égalité de traitement et de qualification des soumissionnaires. En règle générale, trois offres comparables doivent être sollicitées. Le contractant doit respecter les « Règles de la GIZ relatives à la remise au partenaire des biens d'équipement et à leur inventaire » : www.giz.de/en -> Doing business with GIZ -> Procurement and financing – GIZ as a public contracting authority -> Contracts for services and construction as well as development partnerships: Contract management, invoicing and accounting procedures et ici sous Annexes : Procurement of materials and equipment.

2.8.1. Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte. Dans le cadre de l'exécution du contrat, le contractant n'est autorisé à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations. La GIZ souligne expressément que ses contractants, et leurs propres fournisseurs, sont tous tenus, dans le cadre de l'exécution du contrat, d'observer et de respecter l'ensemble des embargos et autres restrictions commerciales imposés par les Nations unies, l'UE et la République fédérale d'Allemagne. Cela vaut notamment pour les sanctions actuelles de l'UE contre la Russie, la Biélorussie, la Crimée et les régions concernées de l'est de l'Ukraine¹. En conséquence, le contractant a l'obligation contractuelle de ne livrer que des marchandises qui ne tombent pas sous le coup de ces sanctions. En outre, le contractant est tenu d'apporter tout le soutien nécessaire pour permettre à la GIZ de s'assurer du respect du régime de sanctions. Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations

[adopted-following russias-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions](https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-adopted-following-russias-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions)

unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point.

2.8.2. Garantie du respect de embargos et autres restrictions commerciales en vigueur

Avant la conclusion éventuelle d'un contrat, la GIZ se réserve le droit de vérifier l'origine ou la provenance des marchandises qui lui sont proposées. Cette vérification vise à garantir le respect des embargos et d'autres restrictions commerciales en vigueur conformément au devoir de diligence de la GIZ. Cela concerne notamment les sanctions de l'UE actuellement en vigueur à l'encontre de la Russie, de la Biélorussie, de la Crimée et des territoires concernés de l'est de l'Ukraine² (et en premier lieu les règlements (UE) n° 833/2014 et 765/2006). En soumettant son offre, le soumissionnaire s'engage vis-à-vis de la GIZ, dans le cas où le marché est susceptible de lui être attribué – à apporter tout le soutien nécessaire pour permettre à la GIZ de s'assurer du respect du régime de sanctions. Cela comprend notamment l'obligation de remplir, à la demande de la GIZ, une « déclaration sur l'honneur relative à la détermination de l'origine ou de la provenance des marchandises proposées » et/ou de mettre à disposition les garanties d'origine exigées par la GIZ. Si le soumissionnaire ne remplit pas cette obligation ou ne la satisfait pas dans un délai raisonnable, son offre est rejetée. L'attribution du marché ne peut avoir lieu qu'à l'issue de la vérification de l'origine ou de la provenance des marchandises proposées. Si cette vérification révèle des indices ou des faits empêchant l'attribution du marché au soumissionnaire, la GIZ en informe immédiatement ce dernier. En outre, dans ce cas, la GIZ se réserve le droit d'attribuer le marché au soumissionnaire suivant dans le classement du concours sous-jacent

3. Rémunération et décomptes

3.1 Principes et éléments de la rémunération

Le prix indiqué dans le contrat représente le montant maximal exigible ; les coûts dépassant ce montant ne sont pas remboursés.

En plus du prix convenu au contrat, le contractant peut, le cas échéant, facturer la TVA au taux légal applicable.

La rémunération porte sur les postes de rémunération convenus dans le contrat. Les montants convenus correspondant à ces postes sont des montants maximaux.

Les rabais, escomptes, ristournes, allègements ou remboursements fiscaux de même que toutes les autres réductions de prix que le contractant parvient à obtenir, dans le cadre de l'exécution des prestations, sur des coûts remboursés par la GIZ doivent être mis à profit et répercutés sur la GIZ ou être déduits du décompte.

3.1.1. Taux des honoraires

Les honoraires sont calculés sur la base de jours d'expert-e. Les jours d'expert-e sont des journées complètes durant lesquelles le contractant ou un-e ou plusieurs des expert-e-s auquel-le-s il fait appel réalisent des prestations pour la GIZ. Les journées uniquement consacrées aux voyages et déplacements ne constituent pas des jours d'expert-e.

Si le contrat le prévoit, il est également possible, dans certains cas, de calculer les honoraires sur la base d'heures d'expert-e. Les décomptes ne peuvent pas être effectués sur la base d'autres unités.

Le taux des honoraires du contractant ou des expert-e-s auquel-le-s il fait appel couvre l'ensemble des charges de personnel, charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques, etc.

3.1.2 Frais de voyage et de mission

3.1.2.1 Frais de voyage par avion et autres frais de transport

Les frais de voyage en avion ou par d'autres moyens de transport sont remboursés à hauteur des montants convenus dans le contrat, généralement sous forme forfaitaire, et exceptionnellement contre production de justificatifs.

3.1.2.2 Indemnité journalière de subsistance

L'indemnité journalière couvre les frais de subsistance supplémentaires exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s lors d'une mission de plus d'une journée qui se déroule en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège.

3.1.2.3 Indemnité d'hébergement

L'indemnité d'hébergement couvre les frais exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s pour leur hébergement lors d'une mission se déroulant en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège social, pour autant qu'un tel hébergement soit nécessaire.

Ces indemnités sont versées dans la mesure où l'hébergement est rendu nécessaire du fait du contrat. Les nuitées correspondantes doivent être notées séparément sur le justificatif du temps travaillé.

3.1.2.4 Autres frais de voyage

Les autres frais de voyage induits par le contrat sont remboursés à hauteur du nombre et des quantités convenus dans le contrat, généralement sur une base forfaitaire, dans des cas exceptionnels contre production de justificatifs.

3.1.3 Autres frais

3.1.3.1 Sous-traitance

Dans les cas de sous-traitance, les frais effectivement exposés sont remboursés sur présentation de justificatifs à hauteur des montants convenus dans le contrat.

3.1.3.2 Poste de rémunération flexible

Si un poste de rémunération flexible est prévu dans le contrat, le contractant peut, jusqu'à concurrence de ce poste de rémunération flexible, dépasser les quantités convenues au contrat en tenant compte des prix unitaires et des bases de facturation stipulés dans le contrat. Le poste de rémunération flexible ne comprend que les coûts encourus au titre des

postes de rémunération énumérés, pour autant qu'ils soient convenus au contrat.

Pour solliciter la rémunération flexible, il est nécessaire, avant que les frais concernés ne soient engagés, de recueillir l'accord sous forme écrite avec signature de la GIZ.

3.2 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats de service

3.2.1 Établissement des factures

En règle générale, les paiements ne sont effectués que sur présentation des justificatifs correspondants. Le contractant doit fournir l'original de tous les justificatifs demandés.

3.2.2 Justificatifs du temps travaillé

Le décompte des honoraires, des frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention ainsi que des éventuelles indemnités journalières et d'hébergement en lien avec le contrat est effectué sur la base d'un justificatif du temps travaillé sur lequel le contractant reporte les jours d'expert-e effectués.

3.2.3 Décompte final et paiement pour solde de tout compte

Le contractant est tenu de soumettre sa facture finale immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après expiration de la durée d'intervention convenue dans le contrat. La facture finale peut, après achèvement des prestations, être présentée avant la fin convenue du contrat. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). Le paiement pour solde de tout compte intervient après remise d'une facture finale en bonne et due forme et après l'exécution par le contractant de l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du contrat.

Les montants qui ont été payés en trop par la GIZ lui sont remboursés par le contractant dès facturation.

Si une avance a été versée et si, malgré une relance de la GIZ, le contractant ne présente pas sa facture finale dans un délai de 15 jours, il devra procéder au remboursement de l'avance.

3.3 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages

Dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages, les dispositions prévues au point 3.2 s'appliquent dans les conditions suivantes :

3.3.1 Droit à rémunération

La facture finale doit être présentée immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après réception de l'ouvrage. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis).

Le paiement de la rémunération est échu après réception des prestations et après réception de la facture finale comportant toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). La GIZ effectue le règlement au plus tard 30 jours après la date d'échéance des créances dûment justifiées.

3.3.2 Retenue de garantie

Si le versement d'acomptes a été convenu dans le contrat, une retenue de 10 % sera prélevée sur les montants facturés (TVA comprise) conformément aux termes du contrat. La retenue de garantie ne sera pas versée dans un premier temps. Elle peut être remplacée par la constitution d'une sûreté. La retenue de garantie est libérée après réception de l'ensemble de la prestation.

3.3.3 Réception

La réception est effectuée sous forme écrite avec signature.

Les droits à garantie de la GIZ au titre de défauts apparents au moment de la réception restent intacts, même si la GIZ ne s'est pas réservé, lors de la réception, le droit de les invoquer.

4. Avenants au contrat

Les parties au contrat peuvent convenir d'adaptations au contrat portant sur le contenu des prestations, leur durée d'exécution et la rémunération convenue.

Tous les changements qui exigent de modifier le cadre estimatif détaillé, le remplacement d'expert-e-s et toutes autres modifications essentielles du contrat sont convenus entre les parties par le biais d'un avenant au contrat sous forme écrite avec signature. Les changements exigeant de modifier le cadre estimatif détaillé concernent, par exemple, les modifications apportées à la durée d'exécution des prestations, l'élargissement du contenu des prestations, les ajustements des besoins en personnel et/ou les modifications de la rémunération.

5. Réparation, interruption et résiliation

5.1 Réparation

La GIZ peut exiger qu'il soit remédié à tout défaut constaté dans les prestations du contractant ; cette demande de réparation n'est pas une condition préalable à l'exercice d'autres droits.

5.2 Interruption

La GIZ peut ordonner à tout moment une interruption totale ou partielle de l'activité, pour des raisons politiques, par exemple. Dans ce cas, le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ses coûts autant que possible.

Si l'interruption dure plus de trois mois, le contractant peut résilier le contrat.

En cas d'interruption ou de résiliation, les prestations effectivement exécutées jusqu'à ce moment-là ainsi que tous les frais nécessaires et prouvés engagés par le contractant jusqu'à la fin de l'interruption sont à facturer aux prix du contrat. Tout autre droit est nul et non avenue.

5.3 Résiliation

La GIZ peut à tout moment, sans autre préavis et sans demande préalable de réparation des défauts, résilier le contrat dans sa totalité, pour certaines parties de prestations ou relativement à certains expert-e-s.

5.3.1 Résiliation pour un motif non imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif non imputable au contractant, ce dernier est en droit d'exiger la rémunération

convenue, déduction faite cependant des dépenses qu'il a ou aurait pu économiser ainsi que des sommes qu'il perçoit grâce à une autre affectation des ressources concernées ou qu'il omet délibérément de percevoir. Les honoraires, de même que les salaires et les coûts salariaux indirects, sont réputés pouvoir être économisés s'ils sont dus pour des périodes qui se situent au-delà de 60 jours à compter de la réception de l'avis de résiliation.

La charge de la preuve dans le cas d'exceptions incombe au contractant.

5.3.2 Résiliation pour un motif imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif imputable au contractant, seules les prestations déjà fournies, dans la mesure où elles sont utilisables par la GIZ, sont rémunérées aux prix contractuels ou, sur la base des prix contractuels, au prorata des parties de prestations fournies par rapport à l'ensemble des prestations prévues au contrat. Les prestations non utilisables sont restituées au contractant à ses frais. Dans la mesure où la fourniture de services figure parmi les prestations contractuelles, les services prestés conformément au contrat jusqu'au moment de la résiliation sont considérés comme prestations utilisables. En aucun cas le contractant ne peut faire valoir de prétention excédant la somme contractuelle.

6. Responsabilité, pénalités contractuelles et retard

6.1 Responsabilité

Le contractant est responsable conformément aux dispositions légales. En outre, la GIZ est en droit de faire valoir des dommages occasionnés au bénéficiaire de la prestation du fait du non-respect de ses obligations contractuelles par le contractant.

6.2 Pénalités contractuelles

En cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées aux points 1.4.2 (Normes environnementales et sociales, droits humains), 1.4.3 (Normes en matière de travail) et 1.5 (Intégrité), le contractant est tenu de payer pour chaque manquement une pénalité d'un montant de 25 000 euros. Si l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 25 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable s'élève au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. La pénalité contractuelle sera cependant déduite de ces dommages-intérêts.

6.3 Retards dans la fourniture d'ouvrages

Si, pour un ouvrage dont la fourniture a été convenue, le contractant ne respecte pas les échéances et délais convenus et ne fournit pas non plus l'ouvrage dans le délai de grâce que lui a fixé la GIZ, celle-ci est en droit, à compter de la date d'expiration du délai de grâce et pour chaque semaine entamée de dépassement de ce délai, d'exiger une pénalité de retard équivalant à 0,5 % du montant de la rémunération, jusqu'à concurrence toutefois d'un maximum de 8 % au total du montant de la rémunération.

7. Dispositions finales

7.1 Interdiction de cession de droits par le contractant

Le contractant ne peut céder de droits résultant du contrat qu'avec l'accord préalable de la GIZ, donné sous forme écrite avec signature.

7.2 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.

**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
– Appel d'offres public**

Numéro de contrat :

Sommaire

| | |
|---|---|
| Numéro de contrat : | 1 |
| Rubrique réservée aux personnes morales | 1 |
| Performance économique et financière | 1 |
| Performance technique | 2 |
| Récapitulatif des projets de référence | 3 |
| Déclaration d'intégrité | 4 |
| Primauté des règles propres de la GIZ | 5 |

Je déclare / Nous déclarons par la présente :

Rubrique réservée aux personnes morales

| | |
|---|---|
| <p>N° de registre du commerce / autre numéro d'enregistrement de l'entreprise :</p> | |
| <p>Juridiction / autorité compétente</p> | |
| <p>Un-e expert-e proposé-e est ou a été lié-e à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH ou à l'une des organisations dont elle est issue par un contrat de travail (stage y compris). Un-e expert-e proposé-e travaille ou a travaillé comme expert-e intégré-e placé-e par le Centre pour la migration internationale et le développement (CIM). Un-e expert-e proposé-e travaille ou a travaillé comme assistant-e technique détaché-e sur la base de la loi allemande relative aux AT.</p> | <p><input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, en tant que _____ sur la période _____ <input type="checkbox"/> OUI, retraité-e de la GIZ <input type="checkbox"/> OUI, collaborateur-riche mis-e en disponibilité</p> |
| <p>Un-e expert-e proposé-e ou une entreprise avec laquelle l'expert-e est en relation a conseillé la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en amont de la présente procédure de passation ou a participé d'une autre façon à la préparation de cette procédure.</p> | <p><input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, de la manière suivante :</p> |

Performance économique et financière

Chiffres clés de l'entreprise

Votre chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble de l'entreprise au cours des trois derniers exercices clos atteint-il, en moyenne, au minimum **125000,00. MAD** net ?



Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés – Appel d'offres public

- oui
 non

Le nombre d'employé·e·s au 31 décembre de l'année précédente atteint-il au moins **3 personnes** ?

- oui
 non

Performance technique

L'aptitude technique doit être démontrée sur la base d'un maximum de 10 projets de référence. Veuillez reporter dans le tableau « Récapitulatif des projets de référence » les indications pertinentes relatives aux trois dernières années conformément aux critères requis.

Conditions minimales requises relativement aux références

L'évaluation de l'aptitude est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de **25.000,00. MAD.**

Au moins **2 projets** de référence dans le domaine de Contrôle Qualité en Agroalimentaire ou en aquaculture.
et au moins **2** projet(s) de référence au **Maroc** au cours des 3 dernières années.

Nous déclarons par la présente :

La condition minimale concernant les projets de référence dans le domaine demandé est remplie.

Voir les projets de référence à la ou aux ligne(s) n° du tableau.

La condition minimale concernant les projets de référence dans la région demandée est remplie.

Voir les projets de référence à la ou aux ligne(s) n° du tableau.

**Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés
d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure
de l'UE – Appel d'offres public**

Récapitulatif des projets de référence (indiquer uniquement des projets de référence dont le volume minimum correspond aux « Conditions minimales requises relativement aux références »)

| N° | Intitulé du projet | Commet- tant | Période | Montant du marché en MAD | Pays | Région / pays | Expérience technique | Financement par l'APD ¹ (oui/non) | Description du projet (brève présentation du con- tenu de l'action) |
|----|--------------------|-----------------|---------|--------------------------------|------|------------------|-------------------------|---|---|
| 1 | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | |

¹ Indiquer « oui » pour l'APD (aide publique au développement) lorsque le projet de référence a été financé à **au moins 50 %** par des fonds issus de l'APD.

Handwritten marks:
A
no
HL

Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure de l'UE – Appel d'offres public

Déclaration d'intégrité

§ 1 Déclarations de la GIZ

En sa qualité d'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable et œuvre aussi au niveau mondial dans le domaine de l'éducation internationale. Guidée par sa vision du développement durable, la GIZ tient compte d'aspects politiques, économiques, sociaux et écologiques dans toutes ses actions. Dans ce contexte, les principes d'intégrité, de participation, de transparence et de responsabilité sont pour l'entreprise les piliers essentiels d'une prévention efficace de la corruption.

La GIZ conçoit l'intégrité comme un processus vivant et en constante évolution. Allant au-delà de la lutte anti-corruption, ce processus englobe l'ancrage au sein de l'entreprise de normes, valeurs et directives, par exemple en matière de défense de l'environnement et de protection des droits humains. Le code d'intégrité de la GIZ énonce des règles de conduite claires pour les collaborateurs de l'entreprise. Leur action doit être guidée par des principes tels que l'égalité de traitement, le respect des contrats et le respect des lois, la transparence, la loyauté, la confidentialité et le travail en partenariat. Le respect de ces règles est surveillé par le comité de conformité, le conseiller en matière d'intégrité et le médiateur externe.

Si la GIZ a connaissance de comportements passibles de sanctions pénales en Allemagne et/ou à l'étranger de la part de ses collaborateurs ou d'un soumissionnaire, candidat, contractant ou sous-traitant ou si elle a des soupçons concrets à ce sujet, elle ouvrira une enquête interne et en référera au Parquet si les soupçons se confirment.

Les partenaires commerciaux, partenaires de projet, groupes cibles et le public intéressé sont invités à participer à l'élucidation de faits présumés de corruption. En cas de soupçons fondés relatifs à une violation du code d'intégrité, ils peuvent contacter le conseiller en matière d'intégrité de la GIZ ou le médiateur externe de la GIZ. Ils sont tenus d'observer la plus stricte discrétion et peuvent aussi être contactés en amont si certains points demandent des éclaircissements.

- Conseillers en matière d'intégrité de la GIZ :
Madame Carola Faller (Eschborn), tél. : +49 6196 79-3529 et
Monsieur Hans-Joachim Gante (Bonn), tél. : +49 228 4460-1557
E-mail : integrity-mailbox@giz.de
- Médiateur externe de la GIZ,
M^e Edgar Jousen, avocat, tél. : +49 30 315 18 7-0
E-mail : ombudsmann@ra-ja.de
www.giz.de/ombudsmann

L'entreprise est également soumise aux dispositions du code de bonne gouvernance de l'État fédéral pour les entreprises publiques et observe ses recommandations en matière de transparence. La GIZ publie chaque année sur son site Internet un rapport sur la gouvernance de l'entreprise, dans lequel elle divulgue entre autres les rémunérations des membres du directoire. En ce qui concerne les achats, la GIZ, en sa qualité de pouvoir adjudicateur, respecte scrupuleusement les prescriptions du droit des marchés publics en donnant la priorité aux appels d'offres publics et en veillant à une stricte séparation des opérations de planification, d'attribution des marchés et de décompte.

Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure de l'UE – Appel d'offres public

La GIZ est en outre régulièrement soumise à un contrôle à la fois interne et externe. En sa qualité d'entreprise fédérale, la GIZ est contrôlée par la Cour fédérale des comptes.

§ 2 Déclarations du contractant

Le contractant déclare connaître et observer le système de valeurs et d'intégrité de la GIZ décrit plus haut. Il est tenu en particulier de respecter, dès la phase de préparation d'un contrat, les principes d'intégrité énoncés dans les Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (points 1.4, 1.5 et 1.11).

Le contractant, dans la mesure où il s'agit d'une personne morale, prendra des mesures organisationnelles afin d'instruire ses employé·e·s et ses sous-traitants des principes d'intégrité de la GIZ conformément aux points 2.1.4 et 2.4.2.1 des Conditions générales, et s'emploiera à promouvoir et contrôler le respect de ces principes. Le contractant informera ses employé·e·s et sous-traitants de ce que la GIZ a, en la personne de l'avocat M^e Edgar Jousen, mandaté pour le traitement confidentiel de cas suspects un médiateur externe qui garantit le plus strict anonymat aux personnes susceptibles d'apporter des indications utiles, en particulier sur des faits présumés de corruption.

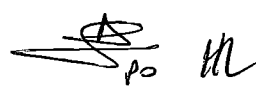
Le contractant déclare qu'il s'abstiendra, dans le cadre de l'exécution du contrat, de passer des marchés de sous-traitance avec des personnes et entités de fiabilité douteuse.

Le contractant s'abstiendra, dans le cadre d'une procédure d'adjudication en cours, d'entrer en contact avec des personnes extérieures à l'entité de la GIZ chargée de la gestion des contrats qui sont impliquées dans cette même procédure. Le contractant sollicitera les renseignements dont il a besoin concernant la procédure d'adjudication en cours exclusivement par écrit auprès de l'unité organisationnelle compétente au sein de la GIZ, la division Achats et contrats, qui coordonne également les réponses à donner aux questions d'ordre technique. Le contractant est parfaitement conscient qu'il risque sinon d'être exclu de la compétition.

Primauté des règles propres de la GIZ

Nous nous engageons à reconnaître la primauté de toutes les clauses qui seront introduites dans la procédure de passation avec les documents du marché par le pouvoir adjudicateur (GIZ) et déclarons qu'hormis les contenus de l'offre soumise, aucun autre contenu provenant, par exemple, de contrats préliminaires ou d'autres documents, et plus particulièrement de nos propres conditions générales, ne sera intégré à l'offre.

En envoyant ce document via la place virtuelle de passation des marchés de la GIZ, je certifie / nous certifions que les informations fournies ci-dessus sont exactes et complètes.



| | |
|--|-------------------------|
| Termes de référence (TdR) pour : | Numéro du projet |
| Mission d'accompagnement pour obtention de l'agrément sanitaire | / unité de |
| ONSSA dans le cadre du Projet Green jobs II | gestion : |
| | 20. 2252.3-001 |

| | | |
|----|---|----|
| 0. | Liste des sigles et abréviations | 2 |
| 1. | Contexte | 3 |
| 2. | Mission du contractant | 4 |
| 3. | Activités à réaliser dans le cadre de la prestation | 5 |
| 4. | Livrables attendus | 7 |
| 5. | Calendrier et moyens | 8 |
| 6. | Concept de ressources humaines | 9 |
| 7. | Consignes relatives au format de l'offre | 9 |
| 8. | Dispositions diverses | 11 |

0. Liste des sigles et abréviations

| | |
|---------------|---|
| GIZ | Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit GmbH |
| ADP | Agent de Développement de Partenariat |
| ANEF | Agence Nationale des Eaux et Forêts |
| ONSSA | Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires |
| CT | Conseiller.ère Technique |
| DRANEF | Direction Régionale de l'Agence Nationale des Eaux et Forêts |
| TdR | Termes de Référence |
| TTH | Tanger Tétouan Al Hoceima |

1. Contexte

Le secteur forestier du Maroc est confronté à de nombreux défis, notamment la perte de surface forestière, la surexploitation du bois de chauffage et le surpâturage important. Pour répondre à ces défis, le gouvernement a adopté une stratégie forestière intégrée, la stratégie « Forêts du Maroc 2020-2030 », visant à créer des emplois directs, restaurer les paysages forestiers et augmenter la valeur ajoutée du secteur grâce à une gestion forestière plus efficace. Cependant, la mise en œuvre de cette stratégie nécessite la participation accrue de la population et du secteur privé dans l'exploitation des ressources forestières, ainsi que le développement et l'application participative des règles d'utilisation pour augmenter la compatibilité sociale et environnementale des réformes.

Dans ce contexte, le projet "Promotion de l'emploi verts à travers les chaînes de valeurs durables - Green Jobs II" est une initiative mise en œuvre conjointement par l'Agence Nationale des Eaux et Forêts -ANEF et la GIZ.

Ce projet a pour objectif de renforcer l'emploi et le revenu de la population locale en zones rurales forestières et les parcs nationaux, ciblés tout en préservant la nature. Les groupes cibles principaux sont les usagers, en particulier les femmes et les jeunes, ainsi que les Agents de Développement de Partenariat (ADP) dont les capacités seront renforcées, à travers le déploiement des différentes composantes (ou 'piliers') du projet Green Jobs II :

- i. Appuyer les leviers à travers le renforcement des capacités et l'accompagnement de proximité des Agents de Développement de Partenariat
- ii. La professionnalisation des usagers en introduisant des pratiques environnementales, de nouveaux produits, branding...
- iii. Elargir les Marchés via l'appui à la transformation, la certification et l'augmentation de débouchés commerciaux.

Le projet vise à établir un équilibre entre l'exploitation des ressources naturelles et leur préservation, ainsi la population locale bénéficiera des retombées économiques tirées de son territoire de manière durable et participative sans pour autant perturber les écosystèmes ainsi, le projet opère dans les domaines de valorisation des ressources naturelles et de la biodiversité, notamment l'écotourisme, la valorisation des plantes aromatiques et médicinales ainsi que l'aquaculture continentale.

Contexte spécifique :

La promotion de la filière d'aquaculture continentale constitue un axe important du nouveau modèle de l'ANEF pour le développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (2023/2030) qui vise à créer une filière d'aquaculture continentale productive tout en préservant les écosystèmes aquatiques et en générant des revenus stables pour les communautés locales.

Dans cette optique, le projet Green Jobs II, qui a aussi pour objectif de professionnaliser l'activité de production aquacole, met l'accent sur la certification des produits aquacoles des structures soutenues et la mise en œuvre des pratiques sanitaires réglementaires nécessaires.

En fait, l'obtention de l'autorisation/agrément sanitaire de l'Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA) est une étape cruciale pour les entreprises opérant dans la production alimentaire au Maroc. Cette certification garantit non seulement la conformité aux réglementations strictes en matière de sécurité alimentaire, mais ouvre également un monde d'opportunités, de l'accès aux marchés domestiques et d'exportation à la construction de la confiance des consommateurs.

2. Mission du contractant

2.1. Objet de la prestation

La présente mission consiste en l'accompagnement de deux coopératives aquacoles, au niveau de barrage Al Wahda à Ouezzane, dans les démarches d'obtention de la certification de leur production aquacole. Il s'agit de conduire le processus de certification de l'ONSSA, dans toutes les étapes allant de la compréhension des exigences, la demande, l'inspection et la mise en conformité aux exigences de l'ONSSA.

2.2 Objectifs généraux :

La présente mission vise à travers cette mission à assurer les conditions optimales permettant d'aboutir à l'octroi de certificat/Agrément sanitaire pour la production de tilapia en faveur de deux coopératives aquacoles à travers :

- L'amélioration des pratiques professionnelles et de l'efficacité organisationnelle en termes d'hygiène et de qualité des acteurs de la chaîne de valeur d'aquaculture continentale ;
- La production d'un produit salubre et de qualité qui répond aux exigences réglementaires et de la clientèle ;
- Professionnalisation de l'activité d'aquaculture au niveau des retenues des barrages grâce à l'adoption des bonnes pratiques d'hygiène qui garantiraient le développement et la durabilité des projets aquacoles.

2.3 Objectifs spécifiques :

- Sensibiliser les aquaculteurs sur les aspects d'hygiène et de qualité notamment les normes appliquées pour les contrôles des produits, modalités de contrôle par les services d'hygiène dédiés, etc.
- Mettre en avant les bonnes pratiques d'hygiène conformément à la réglementation en vigueur favorisant la qualité de la production de tilapia.

3. Activités à réaliser dans le cadre de la prestation

La réalisation de la mission s'articule sur trois activités clés :

- **Activité 1 :** Contribution dans l'animation d'un atelier d'information et de sensibilisation sur les aspects réglementaire et normatif en matière d'Hygiène et de Qualité dans la chaîne de valeur aquaculture continentale ;
- **Activité 2 :** Accompagnement pour la mise en conformité de deux exploitations aquacoles selon les réglementations de l'ONSSA ;
- **Activité 3 :** Accompagnement des deux coopératives lors de la Visite d'audit de l'ONSSA

Activité 1 : Contribution à l'animation d'un atelier d'information et de sensibilisation sur les aspects réglementaire et normatif en matière d'Hygiène et de Qualité dans la chaîne de valeur d'aquaculture continentale

Il s'agit dans le cadre de cette activité de contribuer dans l'animation d'un atelier de sensibilisation sur les bonnes pratiques en termes de process et de normes adoptées en matière d'hygiène et de qualité pour chaque étape de la chaîne de valeur d'aquaculture continentale (Production, débarquement, stockage, transport jusqu' à la commercialisation). Cet atelier sera organisé à Ouezzane en collaboration avec des institutions concernées par la thématique.

L'atelier est destiné aux aquaculteurs en activité, aux porteurs de projets d'aquaculture ainsi qu'aux acteurs au niveau régional concernés par la promotion de la filière d'aquaculture continentale. Pour cela, il est demandé de fournir un contenu adapté au public cible.

Activité 2 : Accompagnement pour la mise en conformité de deux exploitations aquacoles selon les réglementations de l'ONSSA

Le prestataire est mandaté dans cette deuxième activité pour accompagner deux coopératives désireuses d'engager une démarche pour obtenir l'agrément sanitaire ONSSA dans leur processus de conformité aux normes et exigences de l'ONSSA en matière de sécurité sanitaire de leurs produits aquacoles principalement le tilapia.

**Les deux coopératives exercent leur activité aquacole au niveau de la retenue du barrage Al Wahda, Province d'Ouezzane.*

Sous-activité 2.1 : Elaboration du plan d'accompagnement des deux coopératives pour obtention de l'agrément sanitaire

Il est demandé dans cette première sous-activité d'élaborer le plan d'accompagnement pour obtention de l'agrément sanitaire liée à la production de Tilapia pour les deux coopératives. Nous précisons dans ce sens que les deux coopératives objet d'accompagnement ne disposent pas d'unité de valorisation et que leur activité se limite à la production et la commercialisation du poisson entier.

Le plan d'accompagnement doit prendre en compte les différents points de la réglementation, les activités et les fonctions des deux exploitations qui ont une incidence sur la qualité du produit, notamment :

- La connaissance des activités des coopératives ;
- L'identification des processus des coopératives ;
- Les mesures de la formalisation (procédures écrites et guide des bonnes pratiques) des activités par rapport aux exigences de la réglementation marocaine notamment la loi 28-07.

Sous-activité 2.2 : Accompagnement dans la mise en place des actions qualité nécessaires à l'obtention de l'agrément sanitaire

Cette sous-activité porte sur l'accompagnement et la formation des deux coopératives dans la mise en place des actions qualité nécessaires à l'obtention de l'agrément sanitaire. Il s'agit de gérer les différentes étapes du processus d'obtention de l'agrément sanitaire avec l'ONSSA en matière d'hygiène et de qualité pour chaque étape de la chaîne de valeur d'aquaculture continentale de la production, débarquement, stockage, transport jusqu' à la commercialisation.

Cet accompagnement inclut également la formation des adhérents des deux coopératives sur les bonnes pratiques sanitaires et les exigences réglementaires en la matière.

Sous-activité 2.3 : Constitution du dossier technique et établissement de la demande de l'agrément sanitaire de l'ONSSA

Etape 1 : Constitution du dossier technique de la demande d'agrément sanitaire de l'ONSSA

Le prestataire est mandaté dans le cadre de cette mission de préparer et de constituer le dossier de demande de l'agrément sanitaire auprès de l'ONSSA et s'agit notamment de éléments suivants :

- Partie administrative du dossier d'agrément : le prestataire établira le dossier administratif et s'assurera que toutes les pièces requises y soient incluses.
- Partie technique du dossier de demande d'agrément incluant les plans de situation, les fiches techniques et les guides de bonnes pratiques et tout autre document requis pour l'activité de production aquatique.

Etape 2 : Etablissement de la demande de l'agrément sanitaire de l'ONSSA

La demande de l'agrément sanitaire doit être établie conformément au modèle exigé par l'ONSSA tenant en compte la nature et les spécificités de l'activité d'aquaculture continentale au niveau des retenues de barrages.

**Nous soulignons également la nécessité de faire le suivi de l'état d'avancement du dossier auprès des services de l'ONSSA par le prestataire mandaté à cet effet.*

Sous-activité 2.4 : Elaboration du Manuel d'hygiène et de qualité à adopter pour les deux coopératives

Le Manuel doit être établi en tenant compte de l'activité des coopératives concernées des éléments suivants :

- Les exigences prévues aux articles 32 et 33 du décret n°2-10-473 précité et les mesures permettant d'identifier et de minimiser les risques et établir un système de traçabilité pour les produits alimentaires ;
- Les exigences prévues aux articles 36 et 37 dudit décret, pour l'alimentation animale.

Activité 3 : Accompagnement lors des visites d'audit de l'ONSSA

Il est demandé dans cette activité de suivre l'état d'avancement du dossier de la demande de certification, de préparer les visites d'audit de l'ONSSA des deux coopératives et de les accompagner lors de ces visites jusqu'à obtention de la certification.

4. Livrables attendus

Au terme de la mission, les différents livrables à fournir par l'entreprise sont :

| Livable N° | Désignation | Délais |
|------------|--|---|
| Livable 1 | Note méthodologique actualisée et finalisée avec plan de travail et calendrier des différentes activités et phases. | Une semaine après la tenue de la réunion de cadrage |
| Livable 2 | Supports/présentation pour l'atelier d'information et de sensibilisation sur les aspects d'hygiène et de qualité. | Jusqu'au 25 Février 2025 |
| Livable 3 | Plan d'accompagnement pour obtention de l'agrément sanitaire liée à la production de Tilapia pour les deux coopératives | Jusqu'au 10 Mars 2025 |
| Livable 4 | Dossier complet de la Demande d'agrément de l'ONSSA et Manuel des bonnes pratiques en termes d'hygiène et de qualité à adopter pour les deux coopératives. | Jusqu'au 31 mars 2025 |

| | | |
|------------|--|--------------------------|
| Livrable 5 | Rapport de la mise en œuvre du plan d'action d'accompagnement pour obtention de l'agrément sanitaire auprès de l'ONSSA | Jusqu'au 31 mai 2025 |
| Livrable 6 | Rapport final de la mission | Jusqu'au 15 Juillet 2025 |

***A noter :**

- La mise en œuvre de la totalité de la mission sera coordonnée avec la conseillère technique régionale du projet Green Jobs II au niveau de la région TTH ;
- La réunion de cadrage de la mission sera organisée en présence des partenaires ANEF et GIZ ;
- Les frais logistiques liés à l'organisation de l'atelier de sensibilisation sont pris en charge par la GIZ-Green Jobs II ;
- Les activités de la mission doivent être documentées en photos pour les besoins du reporting et de communication.

5. Calendrier et moyens

La durée de la mission est de **30 jours** et s'étalera sur une période allant du **10/02/2025 au 15 Juillet 2025**. La répartition des jours de travail est comme suit :

| Activités à réaliser | H/J |
|---|-------|
| Cadrage de la mission | 1 H/J |
| Activité 1 : | |
| Contribution dans l'animation d'un atelier d'information et de sensibilisation sur les aspects réglementaire et normatif en matière d'Hygiène et de Qualité dans la chaîne de valeur aquaculture continentale | 2H/J |
| Activité 2 : | |
| 2.1 Elaboration du plan d'accompagnement des deux coopératives pour obtention de l'agrément sanitaire | 6 H/J |
| 2.2 Accompagnement dans la mise en place des actions qualité nécessaires à l'obtention de l'agrément sanitaire | 12H/J |
| 2.3 Constitution du dossier technique et établissement de la demande de l'agrément sanitaire de l'ONSSA | 3 H/J |
| 2.4 Elaboration du Manuel des bonnes pratiques à mettre en place pour les deux coopératives | 4H/J |
| Activité 3 : Accompagnement lors des visites d'audit de l'ONSSA | 2H/J |

| | |
|-----------|-------|
| Total H/J | 30H/J |
|-----------|-------|

6. Concept de ressources humaines

La prestation est destinée à un bureau d'études, qui doit, à l'appui de CV correspondant et d'attestation de références, proposer un expert au poste indiqué et décrit ici en termes de tâches et de qualifications. Les qualifications mentionnées dans ce qui suit correspondent aux exigences à remplir pour obtenir le maximum de points dans l'évaluation de la partie technique de l'offre.

6.1 Qualifications du contractant

Expert-e 1 : (point 1.1 du schéma d'évaluation technique)

- **Qualifications générales (point 1.1.1 du schéma d'évaluation) :**
- **Formation :**
 - Diplôme : un niveau d'études supérieures de Bac+5 en agroalimentaire ou en aquaculture est requis ;
- **Expérience professionnelle :**
 - Expertise en accompagnement de trois entreprises pour d'une certification sanitaire de l'ONSSA, et cela durant tout le processus allant de la préparation du dossier à la maintenance de la conformité ;
 - Cinq ans d'expérience dans la gestion de projets d'aquaculture.
- **Expérience régionale/connaissance du pays (point 1.1.2 du schéma d'évaluation)**
 - Une expérience en accompagnement de structures économiques de taille humaine dans la région de Tanger Tétouan Al Hoceima ou d'autres régions similaires. Une connaissance des projets dans les retenues de barrage serait un atout.
- **Langues (point 1.1.3 du schéma d'évaluation) :**
 - Niveau C2 en Français
 - Niveau C2 en Arabe

7. Consignes relatives au format de l'offre

7.1 Dossier de soumission

Le prestataire doit fournir les éléments suivants :

UNE OFFRE TECHNIQUE, un document suffisamment détaillé du déroulement de chacune des missions accompagnées **des attestations de références qui justifient l'expérience professionnelle pour des missions similaires**, y compris :

- La compréhension des TDRs sera à son tour évaluée (point 2.1 du schéma d'évaluation technique);
 - Une approche méthodologique accompagnés d'une présentation des approches/outils/instruments proposés pour la prestation (point 2.2 du schéma d'évaluation technique) ;
 - Un chronogramme d'exécution détaillé (point 2.3 du schéma d'évaluation technique) ;
 - Le CV et références soulignant leur conformité aux termes de références (point 1 du schéma d'évaluation technique).
- **UNE OFFRE FINANCIÈRE** exprimée en forfait en DH conforme au tableau du point 2.3

Le prestataire devra présenter son offre financière sous forme d'un devis portant l'entête, le pied de page identifiant les références légales en vigueur, signé daté et cacheté. la tableau ci-après sert d'exemple :

| Désignations | CU (1) | Nombre de jour (2) | Total HT (1)x (2) |
|---|---|--------------------|-------------------|
| Honoraires journaliers | | | |
| Honoraires journaliers | Montant en HT/JH | 30 | |
| Frais de déplacements | | | |
| Perdiem Repas 1 | 351,00 dh | 6 | |
| Perdiem Repas 2 (Jour de l'aller & jour du retour) | 234,00 dh | 10 | |
| Indemnité kilométrique de transport / km parcouru | 2,00dh/km parcouru le cas où il y'a utilisation de véhicule personnel avec obligation de présentation de feuille de route ou carnet de bord | 5 000 | |
| Hébergement soit choisir le forfait par nuitée sans présentation de facture | 400,00dh / nuitée | 12 | |
| Ou choisir un remboursement maximum contre présentation de facture | Jusqu'à 1200,00dh / nuitée contre facture d'hôtel maximum 4 étoiles | | |
| TOTAL HT | | | |
| TVA EN % | | | |
| TOTAL TTC | | | |
| Montant en toutes lettres : | | | |
| | | | |

7.2 Evaluation des offres

Les soumissionnaires seront notés en premier sur la qualité de leurs offres techniques. Seuls les soumissionnaires qui recevront un pourcentage de 50% ou plus / 100% pour leurs offres techniques seront considérés pour le dépouillement des offres financières.

La notation des offres techniques se basera sur les éléments listés ci-dessus

- Offre technique : L'offre technique aura une pondération de 70% à. Elle doit comprendre le concept technique ainsi que le concept du personnel
- Proposition financière: 30%

Voir le détail complet relatif à la composition du dossier de soumission au niveau de la lettre d'invitation.

8. Dispositions diverses

Confidentialité

Le/la contractant.e est tenu de respecter la stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, pour toutes informations relatives à la mission ou collectées à son occasion (aucune reproduction / diffusion de tous ou parties des rapports de mission n'est admise sans autorisation écrite préalable de la GIZ). Tout manquement au respect de cette clause entraînera une interruption immédiate de la mission. Cette stricte confidentialité reste de règle, sans limitation, après la fin de mission.

Impôt sur le revenu

Pour le calcul de l'impôt sur le revenu IR, merci de noter que :

- Pour activer le paiement, le/la consultant/e doit obligatoirement fournir son numéro de patente/Identifiant Fiscal IF, l'Identifiant commun de l'entreprise ICE et remettre une facture commerciale.
- Dans le cas où le/la consultante n'est pas patenté(e), le paiement de l'impôt sur le revenu IR sera prélevé à la source par le bureau GIZ Maroc soit 30%, le consultant devra fournir une facture selon le modèle GIZ.
- En ce qui concerne les consultants nationaux fonctionnaire de la fonction publique, le/la consultant/e doit absolument fournir l'autorisation de sa hiérarchie et la GIZ paiera seulement 50% de son taux d'honoraire et appliquera une retenue à la source de l'impôt sur le revenu IR de 30%.

Exonération de la TVA

Pour la taxe sur la valeur ajoutée TVA, merci de noter que :

- L'ensemble de nos paiements se font sur la base du montant HT, sachant que le bureau de la GIZ dispose d'un délai de 4 semaines à partir de la date de dépôt du dossier de facturation complet pour lancer le traitement du paiement.
- Concernant le remboursement du montant de la TVA de la facture, le contractant doit fournir une facture pro-forma en trois exemplaires avec les lignes explicites des montants : Total HT + montant de la TVA + montant Total TTC.
- Ayant la facture pro-forma, la GIZ procédera à la demande d'exonération de la TVA, traitement qui nécessite en minimum un délai de 30 jours à partir de la date de dépôt de la demande d'exonération.
- Dès réception de l'attestation d'exonération de la TVA de la Direction des Impôts, la GIZ s'engage à remettre cette dernière au contractant dans les plus brefs délais.

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour contrats de moindre valeur (CV, conception + prix)



UO Intitulé du projet **Projet Green Jobs II: Mission d'accompagnement pour obtention de l'agrément sanitaire** Date **20.2.2023-001.00**
 Responsable du marché **ONSSA** N° du projet **83480643**
 Évaluateur rice N° du contrat

| (1) Critère | (2) Pondération en % | Saisir le soumissionnaire 1 | | Saisir le soumissionnaire 2 | | Saisir le soumissionnaire 3 | | Saisir le soumissionnaire 4 | | Saisir le soumissionnaire 5 | | Saisir le soumissionnaire 6 | |
|---|----------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| | | (3) Points (max 10) | (4) Évaluation (2)x(3) | (3) Points (max 10) | (4) Évaluation (2)x(3) | (3) Points (max 10) | (4) Évaluation (2)x(3) | (3) Points (max 10) | (4) Évaluation (2)x(3) | (3) Points (max 10) | (4) Évaluation (2)x(3) | (3) Points (max 10) | (4) Évaluation (2)x(3) |
| 1. Qualification du personnel proposé (conformément aux prescriptions et critères figurant dans les termes de référence) | | | | | | | | | | | | | |
| 1.1 Expert e 1 | | | | | | | | | | | | | |
| 1.1.1 Qualification générale | | | | | | | | | | | | | |
| - Formation | 20 | | | | | | | | | | | | |
| - Expérience professionnelle | 35 | | | | | | | | | | | | |
| 1.1.2 Expérience régionale/connaissance du pays | 5 | | | | | | | | | | | | |
| 1.1.3 Connaissances en langues | | | | | | | | | | | | | |
| Langue française C2 , Arabe C2 | 5 | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 1.1 | 65 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| 1.2 Expert e 2 | | | | | | | | | | | | | |
| 1.2.1 Qualification générale | | | | | | | | | | | | | |
| - Formation | | | | | | | | | | | | | |
| - Expérience professionnelle | | | | | | | | | | | | | |
| 1.2.2 Expérience régionale/connaissance du pays | | | | | | | | | | | | | |
| 1.2.3 Connaissances en langues | | | | | | | | | | | | | |
| Langue française C2 , Arabe C2 et Amazighe | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 1.2 | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| 1.3 Expert e 3 | | | | | | | | | | | | | |
| 1.3.1 Qualification générale | | | | | | | | | | | | | |
| - Formation | | | | | | | | | | | | | |
| - Expérience professionnelle | | | | | | | | | | | | | |
| 1.3.2 Expérience régionale/connaissance du pays | | | | | | | | | | | | | |
| 1.3.3 Connaissances en langues | | | | | | | | | | | | | |
| Indiquer la langue | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 1.3 | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| 1.4 Expert e 4 | | | | | | | | | | | | | |
| 1.4.1 Qualification générale | | | | | | | | | | | | | |
| - Formation | | | | | | | | | | | | | |
| - Expérience professionnelle | | | | | | | | | | | | | |
| 1.4.2 Expérience régionale/connaissance du pays | | | | | | | | | | | | | |
| 1.4.3 Connaissances en langues | | | | | | | | | | | | | |
| Indiquer la langue | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 1.4 | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| 1.5 Expert e 5 | | | | | | | | | | | | | |
| 1.5.1 Qualification générale | | | | | | | | | | | | | |
| - Formation | | | | | | | | | | | | | |
| - Expérience professionnelle | | | | | | | | | | | | | |
| 1.5.2 Expérience régionale/connaissance du pays | | | | | | | | | | | | | |
| 1.5.3 Connaissances en langues | | | | | | | | | | | | | |
| Indiquer la langue | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total 1.5 | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| Total 1 | 65 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| 2. Caractère adéquat de la conception proposée (conformément aux prescriptions et critères figurant dans les termes de référence) | | | | | | | | | | | | | |
| 2.1 Interprétation des objectifs conformément aux TdR | 5 | | | | | | | | | | | | |
| 2.2 Une approche méthodologique | 20 | | | | | | | | | | | | |
| 2.3 Un chronogramme d'exécution détaillé | 10 | | | | | | | | | | | | |
| 2.4 | | | | | | | | | | | | | |
| 2.5 | | | | | | | | | | | | | |
| Total 2 | 35 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| Évaluation de la partie technique | 100 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| Évaluation de la partie technique en % | | | 0,00% | | 0,00% | | 0,00% | | 0,00% | | 0,00% | | 0,00% |
| 3. Total de l'évaluation de l'offre de prix | | | | | | | | | | | | | |
| Évaluation globale en % | | | | | | | | | | | | | |
| = (évaluation de la conception - note maximum Conception) x 35 % + (évaluation de la qualification du personnel : note maximum Personnel) x 35 % + (offre la plus avantageuse / prix du soumissionnaire) x 30 % | | | | | | | | | | | | | |
| Avantages/risques particuliers (cf. fiche jointe) | | | | | | | | | | | | | |
| Place | | | | | | | | | | | | | |

Je soussigné e déclare avoir procédé à la présente évaluation de manière indépendante et en toute conscience. Je respecterai la confidentialité des informations et ne communiquerai aucun renseignement sur la procédure d'évaluation en cours.